



REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES



DRS SFD

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DE LA SUPERVISION
DES SYSTEMES FINANCIERS DECENTRALISES



Rapport annuel 2013

“ CONSTRUIRE ENSEMBLE ”

2 Avant-propos

« Construire ensemble »

6 Implémentation de la vision

Approche par fonction
Positionnement institutionnel

19 Rationalisation de la supervision : contrôles basés sur le risque

Surveillance de proximité par les antennes régionales
Outils de supervision et de reporting
Publications régulières

4 Situation du secteur

Evolution des agrégats

27 A poursuivre en 2014

25 En chiffres



Placée sous le sceau de la consolidation des acquis et sur le trend des performances et de la réduction des risques liés au développement des activités d’intermédiation financière, l’année 2013 a permis d’assurer un encadrement efficace des systèmes financiers décentralisés (SFD), favorisant ainsi un renforcement de la viabilité des institutions de microfinance et, subséquemment, une meilleure contribution à l’atteinte des objectifs d’inclusion financière.

En effet, la volonté des décideurs publics de catalyser le développement de *business model*, adaptés aux besoins des populations et des micro, petites et moyennes entreprises, est traduite par un renforcement continu des capacités de supervision pour pérenniser l’assainissement du cadre d’exercice et préserver l’attractivité du secteur, sans obérer la protection des usagers.

Sous ce rapport, il est mis en œuvre un processus itératif et didactique, intégré au cadre global de maîtrise des risques du secteur, certes soutenu par un système performant de contrôle et de suivi permanents, mais également par un dispositif d’encadrement continu et rapproché des institutions.

Ainsi, la mise en œuvre de la stratégie de supervision basée sur le risque est corrélée au renforcement des capacités des SFD à l’effet de favoriser, notamment un redressement des structures en difficulté et une viabilité accrue.

Au-delà des effets bénéfiques et tangibles de l’assainissement, la DRS-Sfd a jeté les bases d’un partenariat dynamique avec les SFD, à travers *l’Espace Professionnel*, accessible à partir du site internet *drs-sfd.gouv.sn*, plateforme sécurisée et interactive avec le superviseur, les dispensant notamment de tout déplacement physique pour le courrier, en particulier celui portant sur la transmission obligatoire des données périodiques.

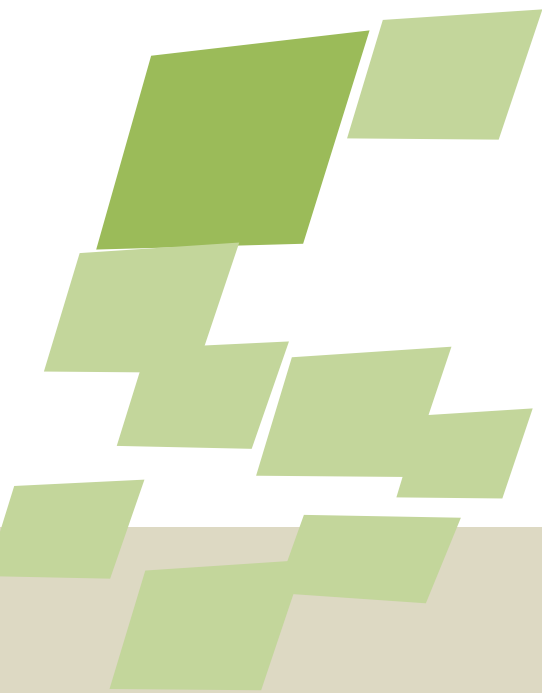
De plus, pour les institutions dépourvues d’un système d’informations performant, le *reporting* est facilité par le développement de masques de saisie des états financiers et des ratios prudentiels.

Le simulateur pour le calcul du taux effectif global (TEG), dont le dépassement de la limite légale expose le SFD à de lourdes sanctions, est un utilitaire fortement apprécié en ce qu'il permet l'analyser par produit, de la conformité des taux appliqués.

Ce dispositif d'appui, complété par le Système d'Alerte Précoce permettant à chaque SFD de suivre régulièrement les risques auxquels il est exposé, vient renforcer le cadre global d'encadrement des SFD, matérialisé par le soutien apporté aux institutions pour la mise en conformité de leurs textes internes, les activités de suivi rapproché et d'apprentissage, ainsi que les publications régulières de la DRS-Sfd sur l'état du secteur et la mise à jour du site de la DRS-Sfd.

Conformément à cette option, la DRS-Sfd se propose de réaliser en 2014, en partenariat avec les SFD, un programme d'appui technique centré sur la gouvernance vertueuse et la gestion efficiente afin de " CONSTRUIRE ENSEMBLE ".

Le Directeur



Situation du secteur

Les chiffres clés du secteur sont tirés du dernier rapport sur les données consolidées, disponible sur le site drs-sfd.gouv.sn.

1 789 032

Membres/Clients

13% population totale

40% population active

938 Points de service

229 milliards
Encours de crédit

177 milliards
Encours d'épargne

0,4% Contribution au PIB

10,2%
Contribution au crédit intérieur

Données provisoires 2013, par trimestre. <http://drs-sfd.gouv.sn/sitedrs/pages/publication.php>

Figure 1 : Evolution du nombre de membres en 2013

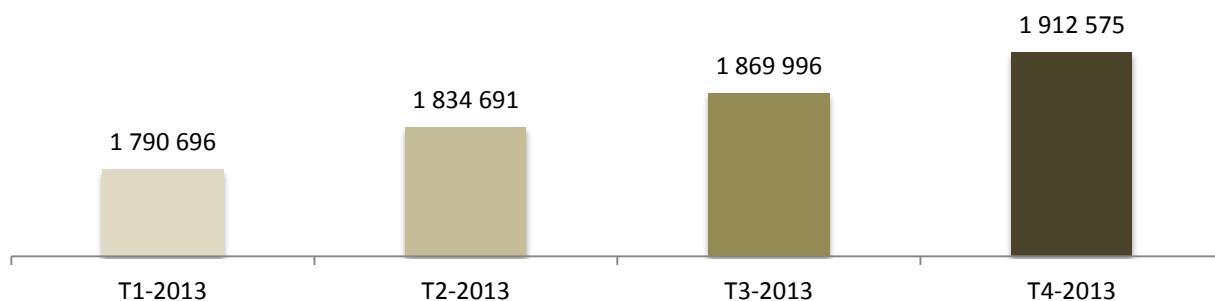


Figure 2 : Evolution des dépôts en 2013

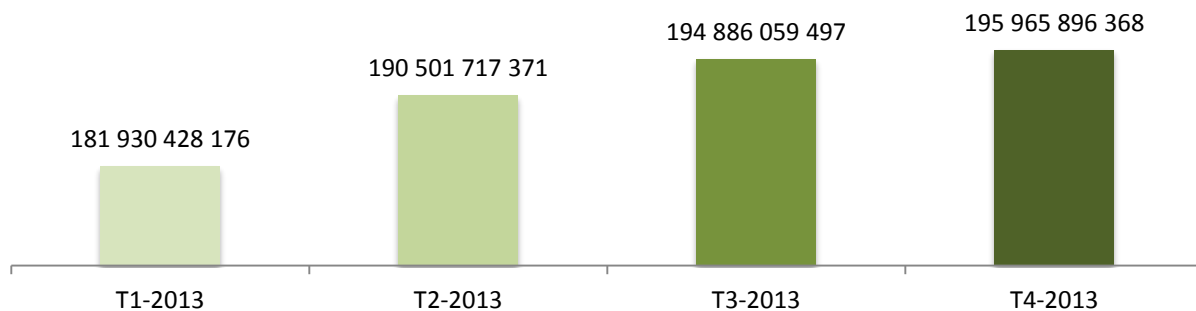
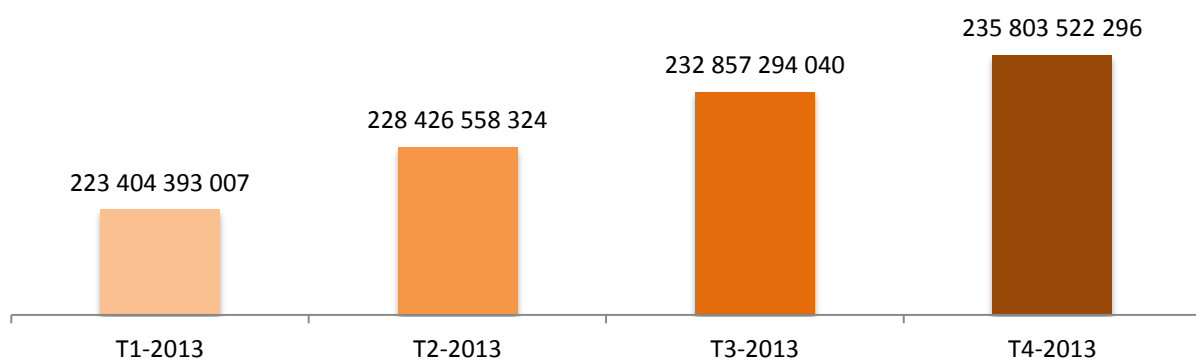


Figure 3 : Evolution de l'encours de crédit en 2013



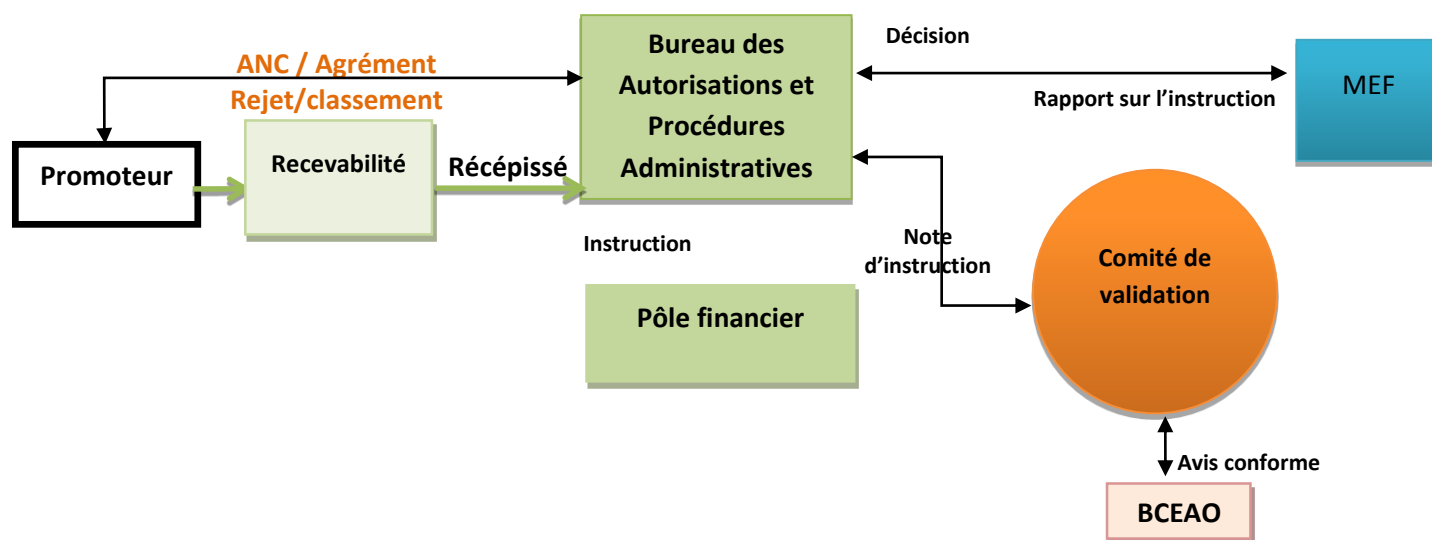
Implémentation de la vision

« Une administration performante au service du secteur de la microfinance »

Cette vision incarnant les missions conférées à la DRS-Sfd s'exprime à travers une approche par fonction intégrant les différents dispositifs mais également par une meilleure visibilité auprès des différents acteurs privés comme institutionnels.

Approche par fonction

Dispositif d'instruction des demandes d'agrément



Un contrôle de recevabilité est opéré en vue d'établir l'exhaustivité du Dossier de Demande d'Agrément (DDA).

Le DDA ouvre droit à la délivrance du récépissé de dépôt et à l'admission en instruction, par la DRS-Sfd, dans le délai réglementaire de quinze (15) jours conformément à l'article 8 de la loi 2008 47 du 03 septembre 2008.

L'instruction du DDA requiert un examen approfondi des documents transmis par les promoteurs, afin de s'assurer notamment, du respect des dispositions réglementaires portant sur la capacité et l'honorabilité des dirigeants, de même que des conditions requises pour garantir la viabilité financière de l'institution.

Au cours de l'instruction, les demandes d'informations complémentaires et les manquements constatés sont notifiés au promoteur sous la forme d'avis de non-conformité (ANC), suspensifs du délai légal de trois (3) mois.

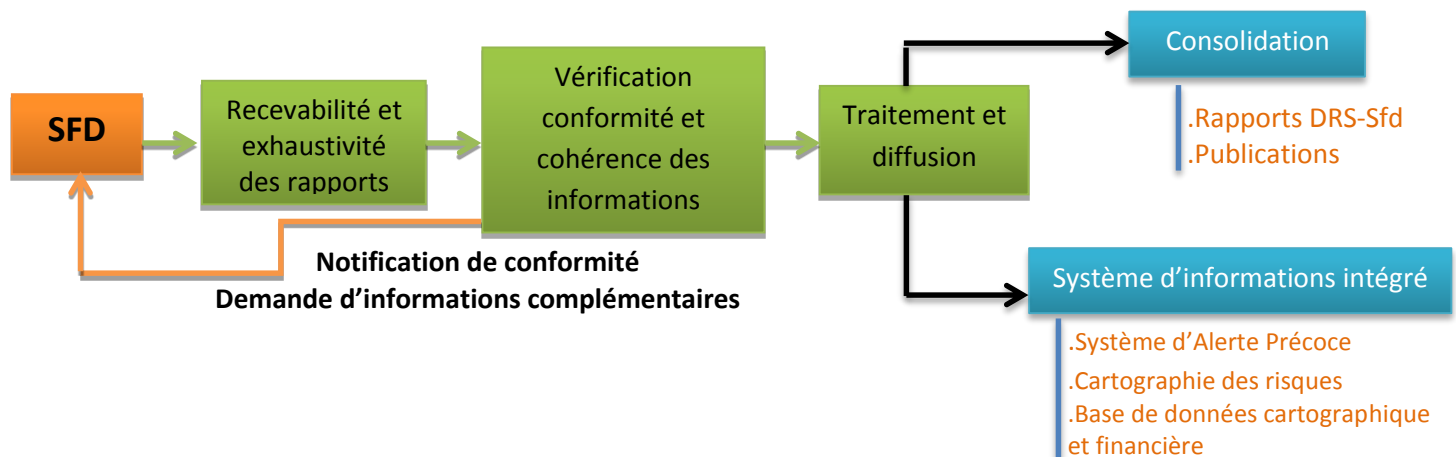
L'instruction reprend suite aux réponses apportées dans les délais requis et il est à noter que toute demande d'information suspend la procédure et le promoteur dispose d'un délai légal d'un mois pour y faire droit. A défaut, la carence est constatée et le classement du dossier notifié au promoteur.

Au terme de l'instruction, une note est soumise au *Comité de Validation* et l'appréciation de la DRS-Sfd est transmise à la BCEAO qui dispose d'un délai légal de deux mois pour formuler un avis conforme à retourner.

En définitive, les avis sont soumis au Ministre qui dispose d'un délai d'un mois pour prendre sa décision, à notifier au promoteur.

L'agrément octroyé, par arrêté du MEF, confère aux IMCEC la personnalité juridique et le statut de « Système Financier Décentralisé » (SFD) et, quelle que soit la forme juridique, habilite ainsi l'institution à exercer des opérations de crédit, de collecte d'épargne et d'engagement par signature. Cf. <http://drs-sfd.gouv.sn/sitedrs/pages/autorisation.php>

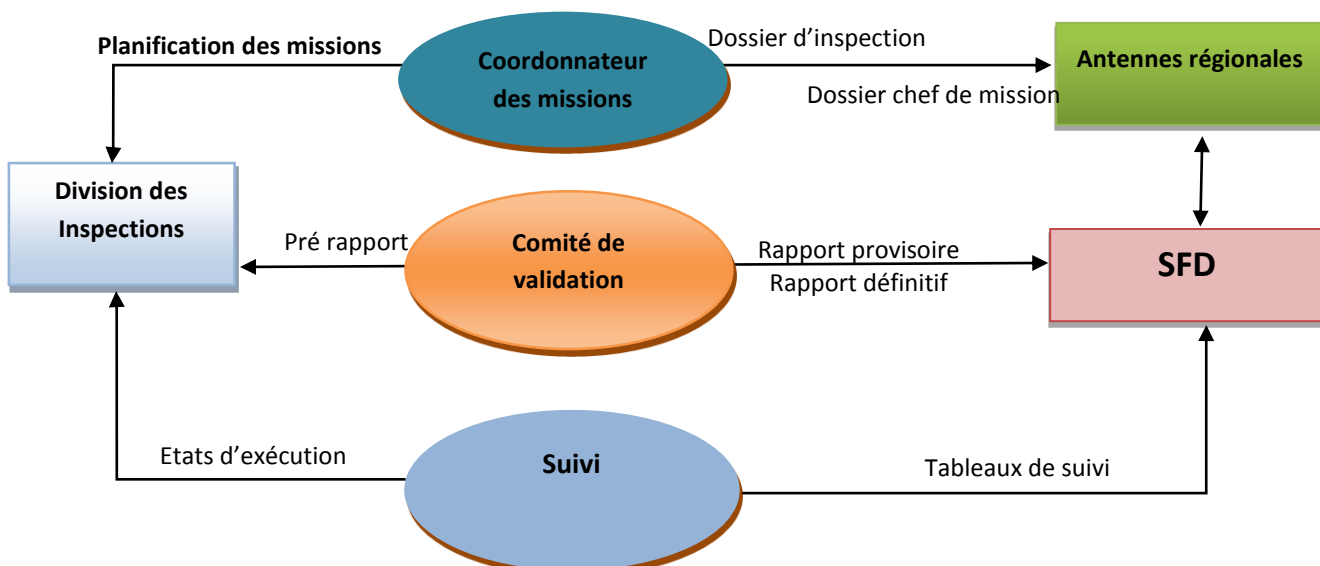
Dispositif de collecte et de traitement/des informations financières et non financières



Procédures de Traitement

- Contrôles de cohérence et exploitation de l'ensemble des rapports attendus et états périodiques :
 - génération des états financiers en fichiers électroniques à partir du masque de saisie mis à la disposition des SFD.
 - évaluation de la qualité du contrôle interne et des risques encourus par l'institution à partir de l'utilisation du Canevas d'Exploitation des Rapports de Contrôle Interne (CERCI).
- travaux d'extraction et de consolidation pour le reversement dans la base financière.
- formalisation des inputs pour le Contrôle sur place et le Système d'Alerte Précoce (SAP).
- Analyse des informations et publications de différents rapports (mensuels, trimestriels et annuels).

Dispositif de contrôles sur place et de suivi

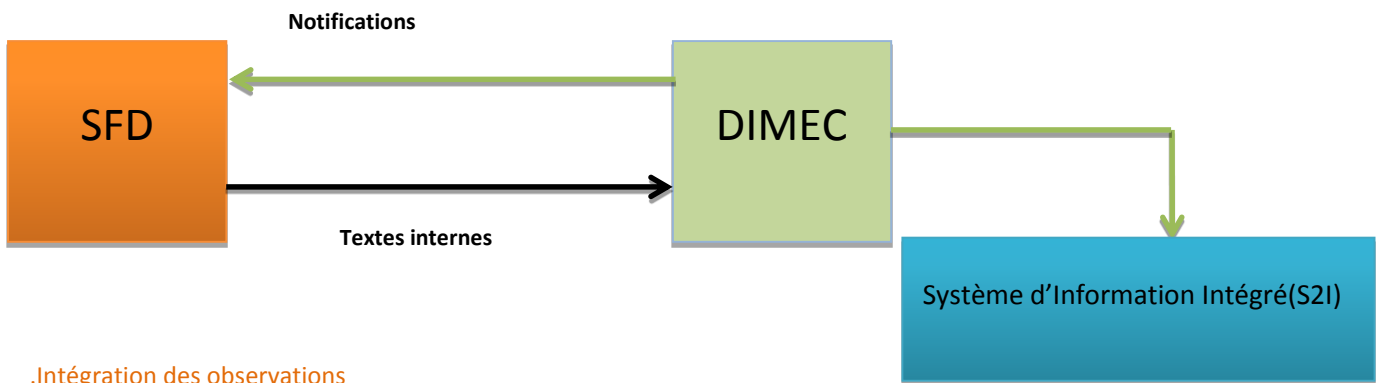


Procédure de notification des rapports d'inspection

Le rapport provisoire des missions d'inspection, soumis à la validation préalable d'un comité dédié, est notifié au SFD qui dispose d'un délai de huit (8) jours pour transmettre ses observations, le cas échéant.

Trois exemplaires du rapport définitif, estampillés du sceau confidentiel, sont produits : le premier destiné au SFD contrôlé avec copie à la faitière, le cas échéant ; le deuxième, à titre de compte rendu au MEF (Inspection Générale des Finances) ; le troisième archivé et versé dans le dossier permanent du SFD.

Dispositif de mise en conformité des textes internes (DIMEC)

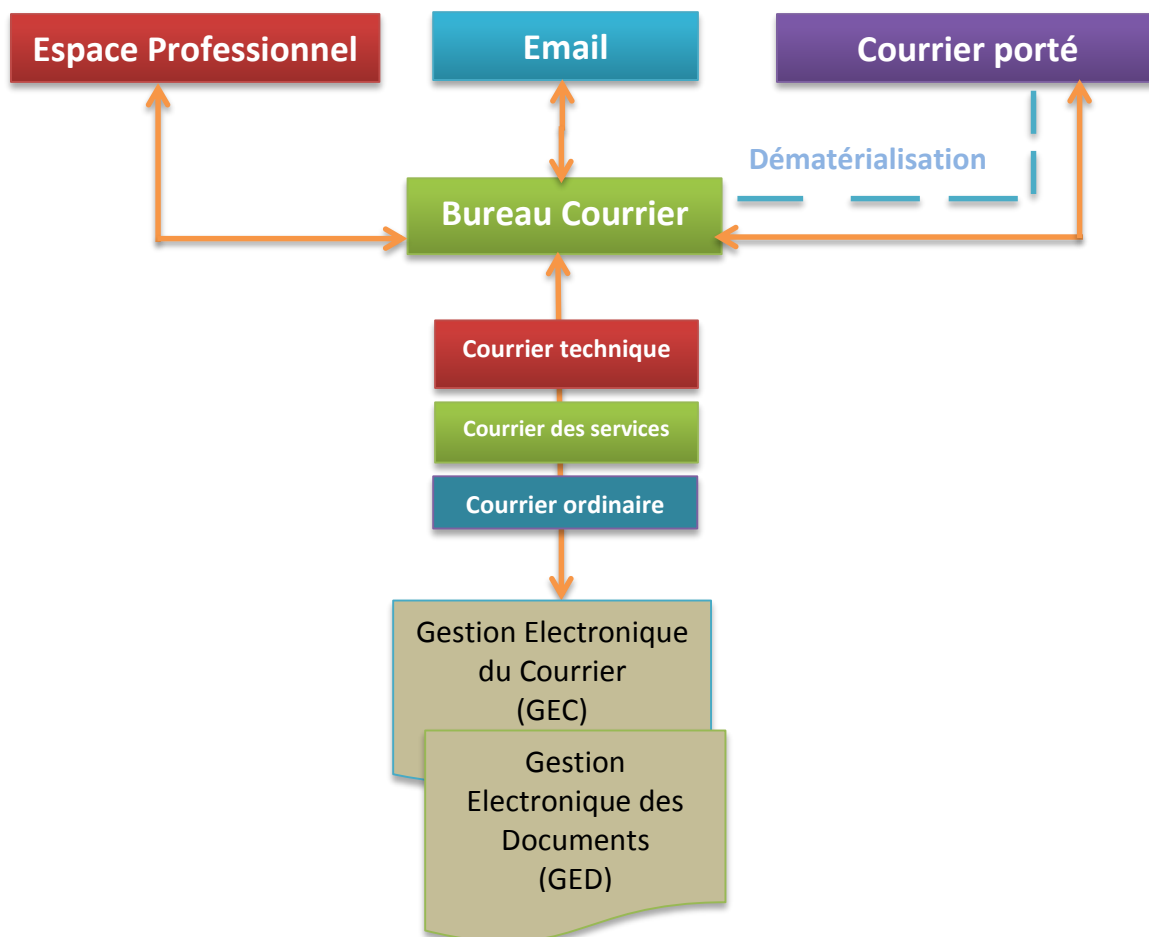


- .Intégration des observations
- .Adoption AG
- .Enregistrement au greffe

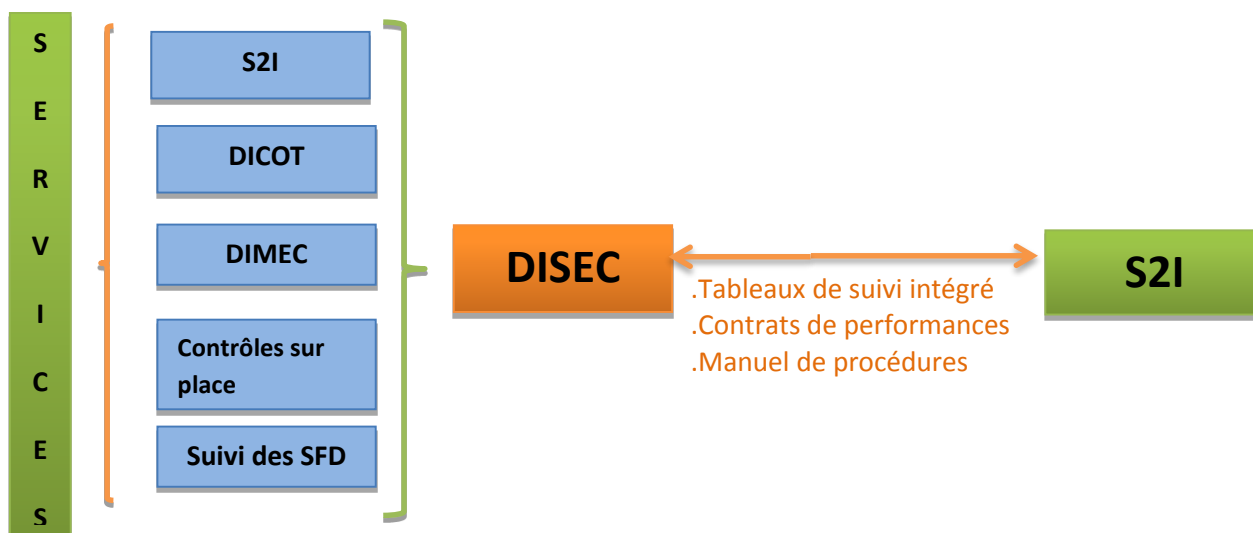
Documents requis par le DIMEC en application de la circulaire n°36/MEF/DRS-SFD/DR du 18 Janvier 2012

- ✓ Statuts ;
- ✓ Règlement intérieur ;
- ✓ Manuels de procédures
- ✓ Règlement financier et convention d'affiliation, le cas échéant ;
- ✓ Code de déontologie ;
- ✓ Autres documents de gestion
 - politiques d'épargne et de crédit
 - exemples illustratifs du calcul du TEG
 - dispositif de contrôle interne ;
 - dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;
- ✓ Liste des agences et guichets.

Automatisation et dématérialisation du courrier



Dispositif de Suivi Evaluation Contrôle (DISEC)



79

contrats de performance signés en 2013.

Gestion intégrée des ressources

Ressources matérielles acquises en 2013

- **Matériels roulants** : 4 véhicules.
- Matériels informatiques : 16 ordinateurs portables, 80 clés internet.
- Equipements et mobiliers de bureau : 2 scanners, 8 climatiseurs, 5 fauteuils, 2 photocopieurs recto verso numérique, 15 imprimantes, 1 table de conférence, 5 disques durs externe, 80 téléphones portables, 2 téléviseurs, 16 caméras vidéo surveillance.

Ressources humaines

Statut	femmes	Hommes	Total
Agents de l'Etat	11	13	24
Permanents	28	27	55
Personnel mis à disposition	0	3	3
Total	39	43	82
	48%	52%	100%

48 Femmes

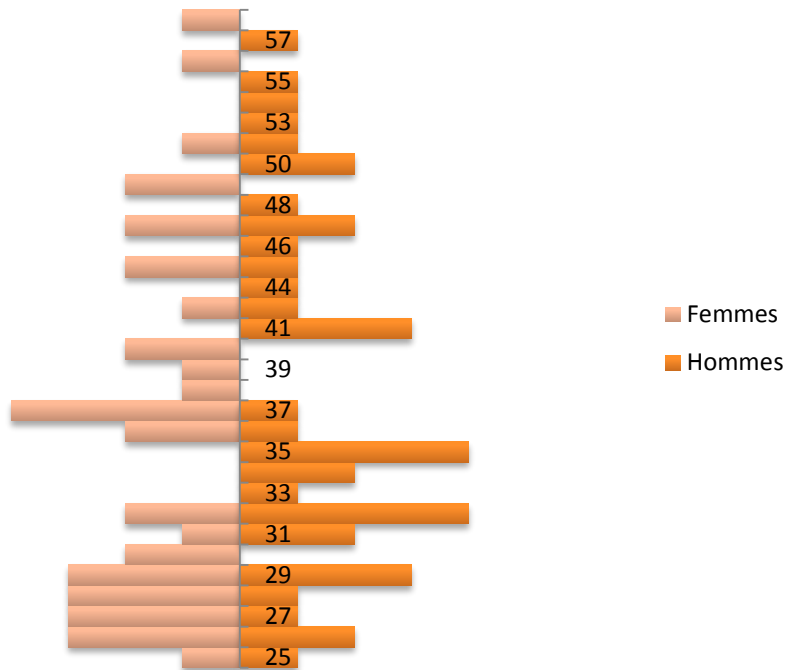


52 Hommes

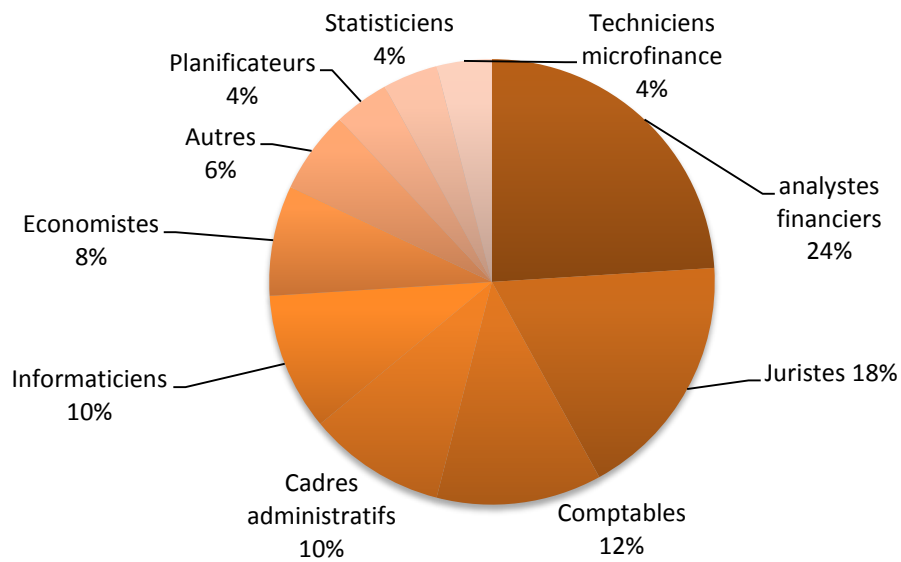
38

Âge moyen

Autre statut	femmes	Hommes	Total
Stagiaires	7	2	9



Pyramide des âges 2013



Profil du personnel

	Femmes	Hommes	Total
Directeur	1	0	1
Secrétaire Particulière	1	0	1
Conseillers	0	2	2
ITS	0	1	1
Antennes Régionales	18	11	29
Bureau Administratif et Financier	3	10	13
Chargé suivi	0	1	1
Division Inspection	5	2	7
Division Statistiques & Stratégies	3	5	8
Division Réglementation	6	2	8
Centre de Référence	2	9	11
Total	39	43	82

Renforcement des capacités

13 thèmes

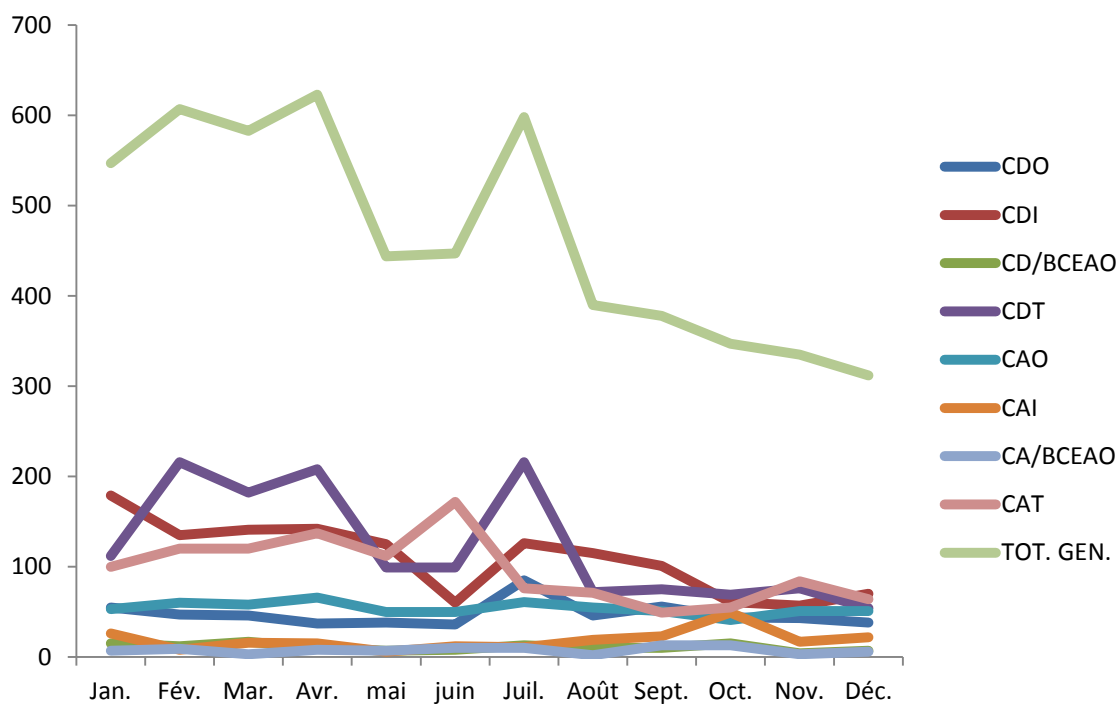


33 jours de formation

Gestion du courrier

- **CDO** : courrier départ ordinaire
- **CAO** : courrier arrivée ordinaire
- **CDI** : courrier départ interne
- **CAI** : courrier arrivée interne
- **CDT** : courrier départ technique (SFD)
- **CAT** : courrier arrivée technique (SFD)
- **CD/BCEAO** : courrier départ BCEAO
- **CA/BCEAO** : courrier arrivée BCEAO

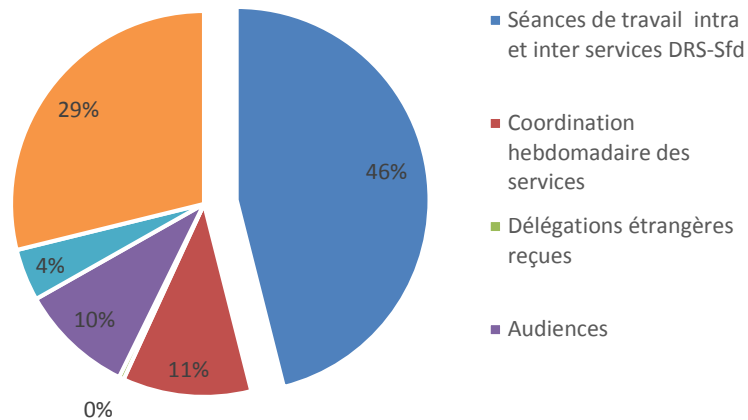
Fluctuations du courrier en 2013



Type	Jan.	Fév.	Mar.	Avr.	mai	juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	TOTAL
CDO	55	47	46	37	38	36	85	46	56	44	43	38	571
CDI	179	135	141	142	125	60	126	115	101	61	57	70	1312
CD/BCEAO	15	12	17	10	07	08	13	10	10	15	04	07	128
CDT	112	216	182	208	99	99	216	72	75	69	76	54	1478
CAO	53	60	58	66	50	50	61	55	51	41	51	51	647
CAI	26	08	16	15	06	12	11	19	23	49	17	22	224
CA/BCEAO	07	09	03	08	07	10	10	02	13	13	03	06	91
CAT	100	120	120	137	112	172	76	71	49	55	84	64	1160
TOTAL	547	607	583	623	444	447	598	390	378	347	335	312	5611

Séances de travail internes

Types	Nombres	Proportion
Séances de travail intra et inter services DRS-Sfd	222	46,1%
Coordination hebdomadaire des services	52	10,8%
Délégations étrangères reçues	2	0,4%
Audiences	46	9,5%
Convocations SFD	21	4,4%
Réunions de suivi des SFD	139	28,8%
Total	482	100%



12 Cérémonies de levée des couleurs

Positionnement institutionnel

Représentations

Au sein du MEF

Cabinet du MEF, DMC, IGF, OQSF, CENTIF, FIDAK

Participation à la FIDAK, aux réunions sectorielles et à la coordination des services du MEF, ainsi qu'à la rédaction du journal *Echos Finance* et aux séances de travail sur la réforme institutionnelle et l'élaboration de la *Lettre de Politique Sectorielle du MEF*.



ISPE : revue des mesures.

DPEE

Contribution à la rédaction du volet microfinance de la note conjoncturelle trimestrielle.

Comité National de Coordination et 2^{ème} Concertation Nationale sur le Crédit

- Participation aux réunions de cadrage et de suivi.
- Participation aux réunions entre banques et SFD.

En dehors du MEF

BCEAO

- Rencontres BCEAO et administrations nationales de l'UMOA, chargées de la supervision du secteur de la microfinance
- Réunions de concertation avec la Direction Nationale
- Echanges sur la supervision du secteur de la microfinance au Sénégal
- Groupe de travail pour la création de Bureaux d'Information sur le Crédit
- Comité de suivi et de pilotage du plan d'actions pour la préservation et la consolidation de la viabilité du secteur de la microfinance

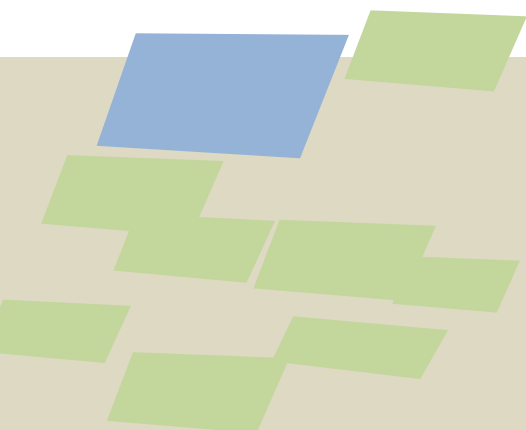
Groupes de travail du Conseil Présidentiel sur l'Investissement/APIX

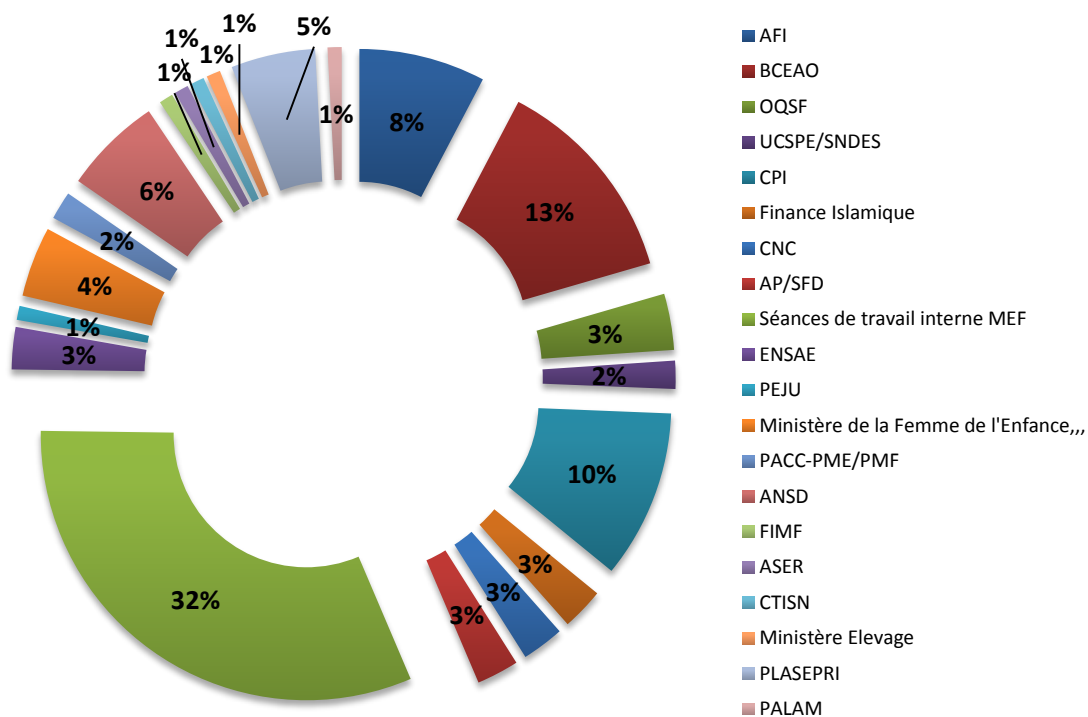
Participation aux réunions des groupes de travail, en particulier, sur les réformes administratives.

Alliance pour l'inclusion financière (AFI)

- Contribution à la mise en place, de l'*Initiative africaine pour les services financiers mobiles (AMPI)* – Zanzibar, février 2013

- Participation à la réunion du Groupe de travail sur les données de l'inclusion financière - Manille, mars 2013
- Participation à la réunion du groupe de travail sur les stratégies nationales d'inclusion financière et d'apprentissage mutuel, dirigée par le Ministère- Bangkok mars 2013
- Participation à la rencontre sur l'inclusion financière et le financement des PME, avec la BNDE – Bangkok, mars 2013
- Participation à la réunion du Groupe de travail sur l'autonomisation des consommateurs et la conduite de marché – Lima, mars 2013
- Participation au programme de formation Bank Negara Malaysia-AFI sur l'accès au financement des TPE et PME-Kuala Lumpur mai 2013
- Désignation du MEF au sein du comité d'évaluation des candidatures pour le futur siège de l'AFI et participation à la réunion dudit comité- Francfort, juin 2013
- Participation à la rencontre de haut niveau sur le dialogue entre pays développés et en développements sur les perspectives de l'inclusion financière - Francfort, juin 2013
- Rencontre statutaire annuelle des Présidents de groupe de travail et des membres du comité de pilotage pour la préparation du *Global Policy Forum (GPF)* - Kuala Lumpur, Malaisie septembre 2013
- *Global Policy Forum (GPF)* - Kuala Lumpur, Malaisie septembre 2013
- Travaux sur le *member zone*





Représentations	Nombres	Proportions
AFI	9	8%
BCEAO	15	13%
OQSF	4	3%
UCSPE/SNDES	2	2%
CPI	12	10%
Finance Islamique	3	3%
CNC	3	3%
AP/SFD	3	3%
Séances de travail internes MEF	37	32%
ENSAE	3	3%
PEJU	1	1%
Ministère de la Femme de l'Enfance...	5	4%
PACC-PME/PMF	2	2%
ANSD	7	6%
FIMF	1	1%
ASER	1	1%
CTISN	1	1%
Ministère Elevage	1	1%
PLASEPRI	6	5%
PALAM	1	1%
Total	117	100%

Partenariat

Fonds PEJU

- Appui au fonctionnement et à la formation des agents
- Financement de séminaires
- Appui financement séminaire et formation
- Recrutement d'ingénieurs informaticiens

Appuis AFR / 017

- Financement de 10 missions d'inspection
- 2 scanners et 1 vidéoprojecteur

PLASEPRI ; FONSTAB ; BNDE ; FIMF ; PIDES ; PALAM ; FNCF...

- Demande d'informations sur la situation des SFD
- Avis techniques

27

Demandes d'informations et d'avis techniques

SFD

- Appropriation des enjeux du secteur
- Participation au séminaire de formation et d'échanges
- Atelier sur les principes mutualistes et sur la fiscalité des SFD
- Participation aux réunions de suivi rapproché et séances d'informations

14

Visites de proximité auprès des SFD

6

Réunions de cadrage

avec les réseaux sur le contrôle interne



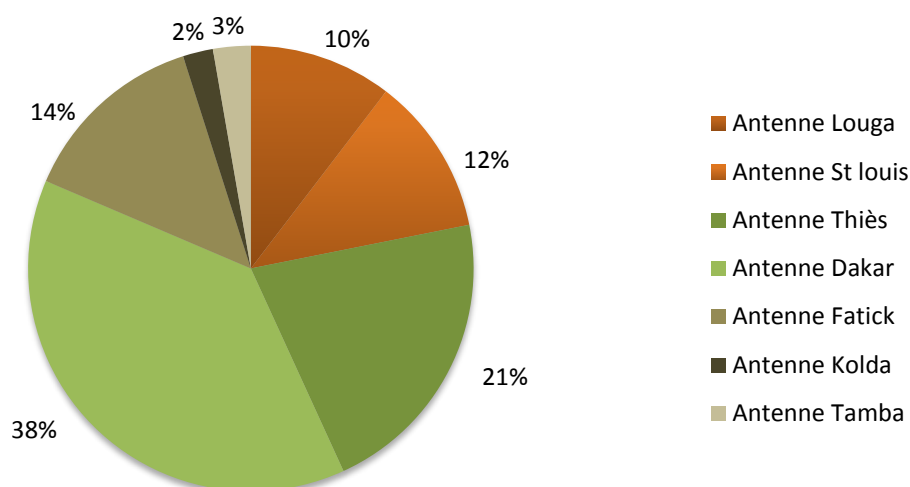
RATIONNALISATION DE LA SUPERVISION

Surveillance de proximité par les antennes régionales.

	T-1	T-2	T-3	T-4
Nombre d'inspections réalisées	55	44	32	53

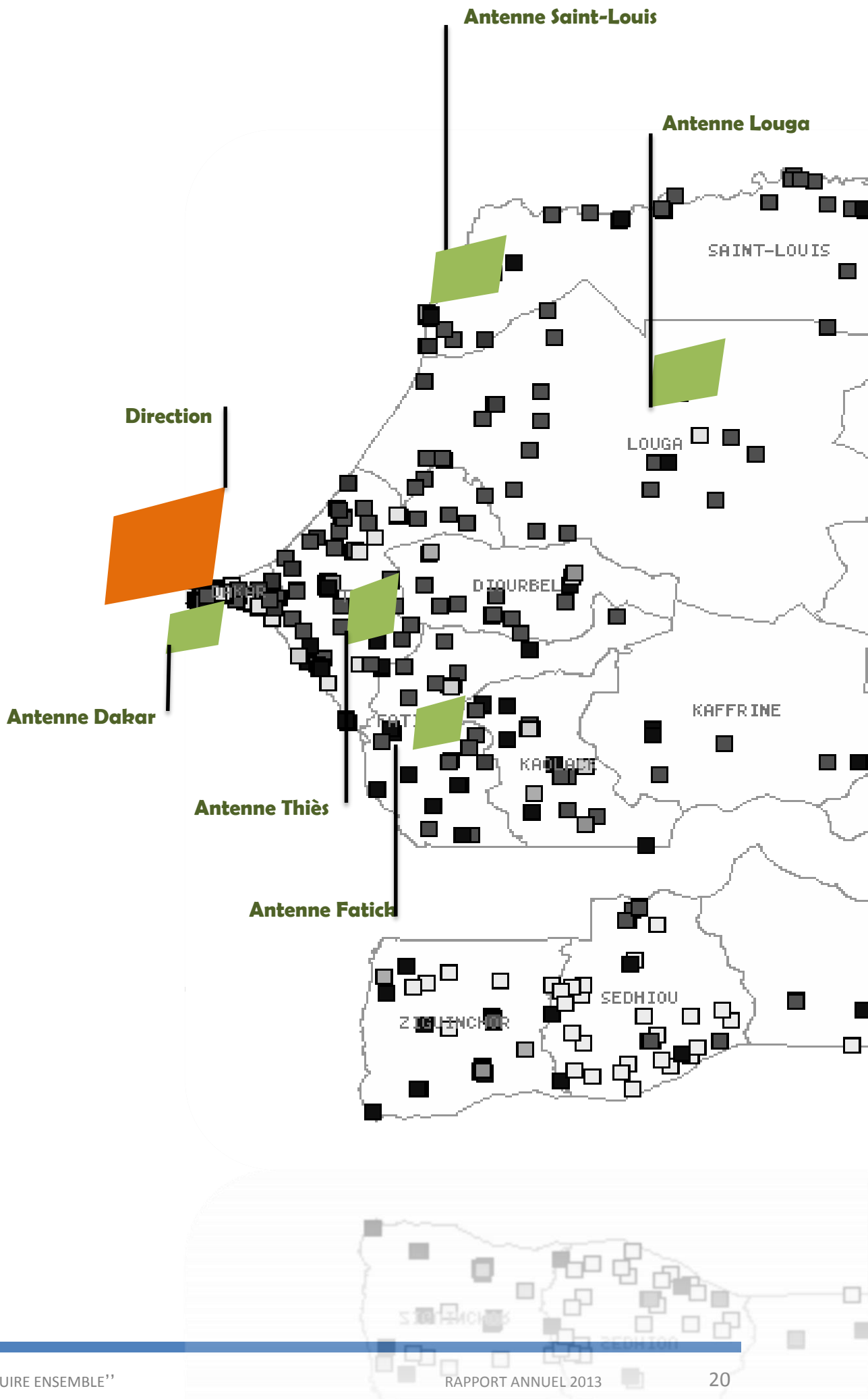
Inspection	Nombre
Antenne Louga	19
Antenne St louis	21
Antenne Thiès	39
Antenne Dakar	71
Antenne Fatick	25
Antenne Kolda	4
Antenne Tamba	5
Total	184

184 missions d'inspection



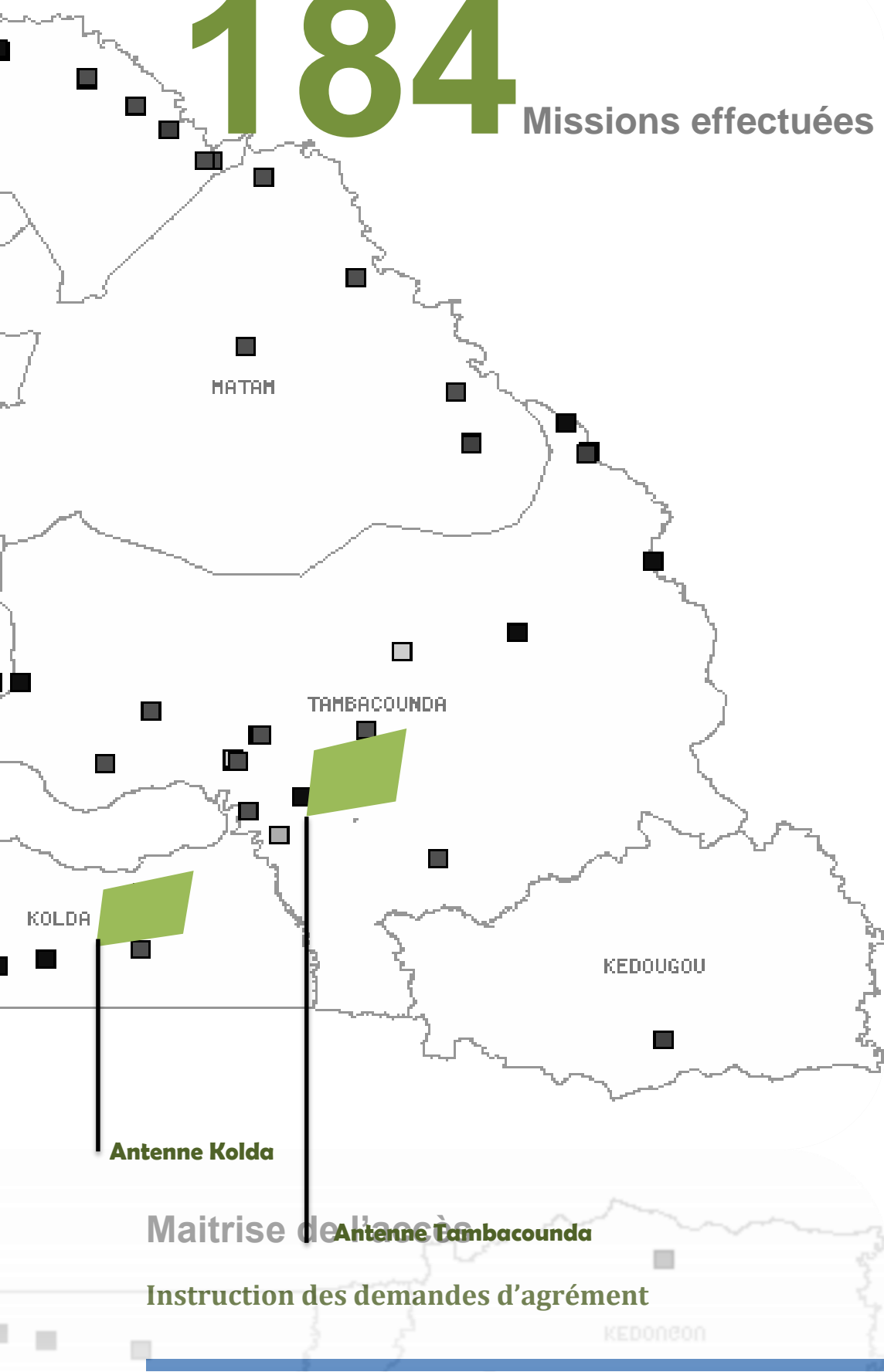
Procédures d'inspection

- Préparation administrative et technique des missions : élaboration de fiches techniques et de programmes de travail.
- Exécution annuelle des missions d'inspection et de vérification par les sept (7) antennes régionales, auprès des SFD inscrits dans le programme.
- Coordination et suivi de l'exécution des missions.
- Evaluation de la mission



184

Missions effectuées auprès des SFD



MATAM

TAMBACOUNDA

KOLDA

KEDOUGOU

Antenne Kolda

Antenne Tambacounda

Maitrise de l'accès
Instruction des demandes d'agrément

DDA reçus en 2013	DDA instruits en 2013	Demandes d'informations complémentaires	Récépissés de dépôt délivrés en 2013	Avis de non-conformité délivrés courant 2013	Dossiers Classés	Dossiers Rejetés	Dossiers transmis à la BCEAO avec avis	Agrément
1	11	01	0	39	01	08	06	0

Instruction des demandes d'autorisations en 2013

Approbation commissaires aux comptes	Désaffiliations	Affiliation	Changements de dénomination	Dérogation à la condition de nationalité
02	02	02	02	01

Mise en œuvre du plan d'assainissement :

7 missions pour injonction de cessation d'activités illégales.

1 mission d'évaluation pour complément de DDA.

18 agréments retirés au motif de cessation d'activités et 10 autres pour non démarrage d'activités.

342

 suivis des liquidations

295 requêtes aux fins de liquidation

28 retraits d'agrément

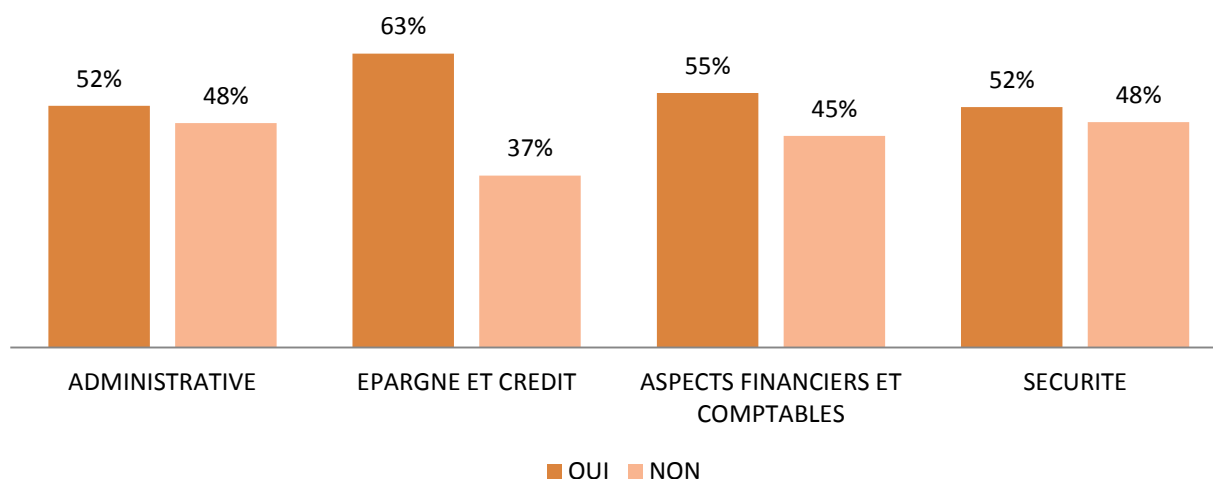
79 décisions judiciaires

40 assignations

383

 inscrits sur le registre des SFD en 2013

Niveau d'exécution des mesures édictées



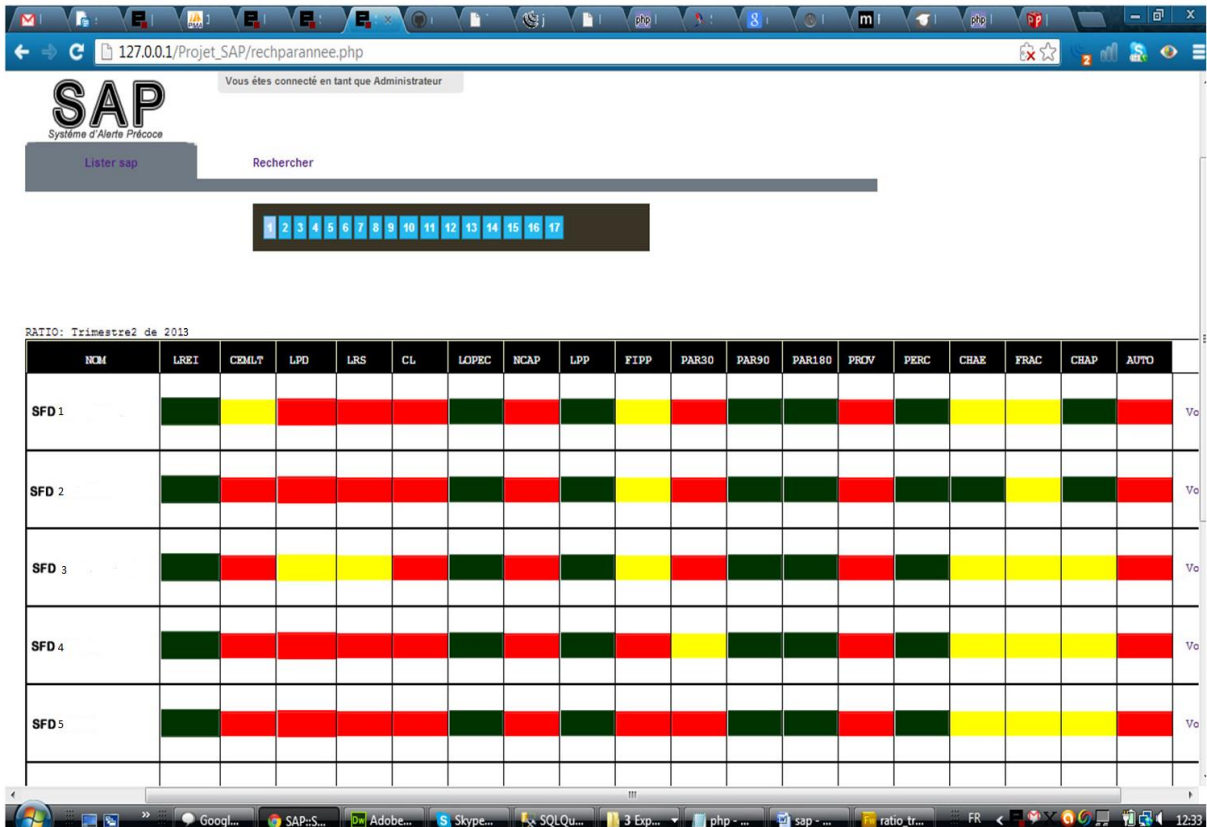
Outils de supervision et de *reporting*

Les masques de saisie des Etats Financiers et indicateurs périodiques facilitent les obligations légales de *reporting* à la charge des SFD. Ils favorisent la régularité et la fiabilité des informations reçues.

Le simulateur du TEG assure une meilleure maîtrise des taux d'intérêt pratiqués et leur conformité.

L'Espace professionnel a été amélioré par la disponibilité d'un système de notifications et d'alerte par mail et à travers l'espace

Le système d'alerte précoce(SAP) : l'automatisation, l'intégration des données qualitatives et le développement d'une version WEB font du SAP un instrument de gestion et de planification de la supervision.



Publications régulières : <http://drs-sfd.gouv.sn/sitesdrs/pages/publication.php>

- **Rapports annuels**
- **Données consolidées annuelles et infra annuelles des SFD**
- **Données consolidées par région**
- **Etudes sur le secteur de la microfinance**
- **Enquêtes de référence...**



En chiffres

Dispositif d'instruction des dossiers de demandes d'agrément (DDA)

1 DDA reçu

Dispositif de mise en conformité des textes internes des SFD

112 textes internes reçus

108 exploités

83 notifiés

Dispositif de collecte et de traitement/des informations financières et non financières

112 Rapports de contrôle interne

302 Rapports périodiques

283 Rapports annuels

Rapports des missions d'inspection

100% des rapports validés

191 Rapports validés

171 Rapports définitifs notifiés

13 Procès-verbaux de carence

7 Injonctions pour cessations d'activités

139

Réunions de suivi post mission d'inspection

49 au 1^{er} trimestre

16 au 3^{ème}

63 au 2^{ème}

11 au 4^{ème}

A poursuivre en 2014

Consolider les performances du système intégré d'informations (S2I)

Poursuite de l'automatisation et de la dématérialisation

- Canevas de contrôle sur place
- Génération des rapports d'inspection
- Intégration GEC et GED
- Intégration GEC et *Espace Professionnel*

Système d'Alerte Précoce (SAP)

- Prise en compte des saisonnalités dans les modèles de prévision
- Finalisation SAP WEB
- Consultation restreinte par les SFD

Système automatique de reporting (Auto-Report)

- Phase pilote

Base de données unifiée

- Intégration de l'ensemble des bases dans ORACLE
- Réalisation des projets post unification

Consolider et renforcer les Dispositifs

- Consolidation des manuels de procédures
- Suivi et évaluation des contrats de performance

Stratégie nationale d'inclusion financière

- Consolidation des travaux préliminaires
- Echanges d'expériences et revue par les pairs dans le cadre de l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI)
- Suivi du *Global Partnership for Financial Inclusion (GPF)* du G20



DRS SFD

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DE LA SUPERVISION
DES SYSTEMES FINANCIERS DECENTRALISES

Rocade Fann Bel Air - Cerf volant BP 6350 Dakar Étoile

Tél : (221) 33 824 08 83_Fax : (221) 33 824 08 86

E-mail : drssfd@minfinances.sn

Site web: www.drs-sfd.gouv.sn